UNE NOUVELLE VISION
DES FINANCES PUBLIQUES

RIGUEUR ET AMBITION

CADRE FINANCIER DE
QUÉBEC SOLIDAIRE

Québec solidaire

changer d→ère

RIGUEUR ET AMBITION

UNE NOUVELLE VISION DES FINANCES PUBLIQUES

→ Le Québec est confronté à des crises importantes : une crise climatique, une crise du coût de la vie et une crise au sein de notre réseau de la santé. Le tout à une époque où les enjeux environnementaux s'imposent comme la crise fondamentale.

Pour répondre à ces crises, les demi-mesures ne suffiront pas. La planète arrive au seuil de transformations environnementales majeures. Le Québec fait partie des sociétés qui émettent le plus de gaz à effet de serre (GES) par personne sur la planète; nous avons la responsabilité d'effectuer un virage important avant qu'il ne soit trop tard.

Si nous n'agissons pas de façon décisive dans les quatre prochaines années, la crise environnementale nous contraindra à des changements brutaux. Il est encore temps de procéder à une transition qui mènera à une meilleure qualité de vie tout en réduisant nos émissions de GES, mais le prochain mandat gouvernemental est probablement celui de la dernière chance à cet égard.

Ce cadre financier précise la volonté de **Québec solidaire** de transformer le Québec. On aura tôt fait de dire qu'il est ambitieux. Cette ambition est pourtant le strict minimum qui permet de répondre aux crises qui exigent toute notre attention.

UN CADRE RIGOUREUX

L'ambition n'empêche pas d'équilibrer un budget. Le Québec est riche et il ne manque pas de moyens pour s'occuper des enjeux cruciaux pour l'avenir.

Outre un déficit de 500 millions $ la première année pour aider les ménages à traverser la crise du coût de la vie, l'ensemble de ce cadre est équilibré. Les surplus prévus par le rapport de la Vérificatrice générale ne sont pas utilisés en baisses d'impôt généralisées, mais plutôt pour financer notre capacité à traverser les crises auxquelles le Québec fait face.

Québec solidaire entend cesser les versements au Fonds des générations et plutôt mettre en place un Fonds d'urgence climatique, dans lequel sera annuellement versé 500 millions $ (aux années deux, trois et quatre du premier mandat) afin de s'adapter aux changements et aux situations climatiques extrêmes. Selon nous, prendre soin des générations futures, c'est s'assurer que les infrastructures qui servent de socle aux services publics puissent traverser les transformations tumultueuses du climat dans les prochaines années. Et c'est agir pour limiter notre empreinte carbone collective autant que possible.

Malgré cette orientation, notre cadre financier respecte la cible d'endettement prévue dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations. À la fin du mandat solidaire, la dette du Québec sera à 44 % du PIB.

Aussi, durant notre mandat, seuls les Québécois et les Québécoises ayant des revenus dépassant 100 000 $ par année verront augmenter leur contribution fiscale.

Le cadre financier que vous vous apprêtez à consulter est non seulement rigoureux, il est à même de nous amener à relever les défis qui attendent le Québec.

→ **Christine Gilbert**
CPA, MBA et
PhD en comptabilité

→ **Mathieu Perron-Dufour**
M.A. et doctorat en économie

→ **Simon Tremblay-Pepin**
M.A. en économie et
doctorat en science politique

Québec solidaire

changer d→ère

NOUVELLES DÉPENSES

(EN MILLIONS DE $)	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
RÉALISER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE				
Révolution transport	510	600	740	740
Transport en commun à moitié prix	190	290	390	500
Autres dépenses de la Vision 2030	780	780	780	780
RECONSTRUIRE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ				
Revalorisation des CLSC	510	520	530	540
Mettre fin au temps supplémentaire obligatoire et aux agences privées en santé	-80	-160	-240	-320
Fin des listes d'attente en santé mentale	70	140	210	280
Nouveau programme d'assurance dentaire	730	750	770	790
Assurer la dignité des personnes aînées	1 320	1 340	1 350	1 370
Garantir l'indépendance de la santé publique	250	250	250	250
RECONSTRUIRE NOS SERVICES PUBLICS				
Réduction des droits de scolarité postsecondaires	230	240	250	260
Renforcer le réseau scolaire public	200	210	210	220
Développer le réseau des CPE	320	390	500	610
Rétablir l'expertise de la fonction publique	60	110	170	230
Rattrapage des conditions de travail dans le secteur public	660	800	1 090	1 460
UN QUÉBEC PLUS JUSTE				
Lutte à la pauvreté	1 170	1 230	1 280	1 490
Chantier de 50 000 logements sociaux	100	320	430	490
Financement à la mission des organismes communautaires	280	280	290	290
Soutien pour les jeunes de 18 à 25 ans qui sortent des programmes de protection de la jeunesse	160	190	220	260
Investir pour l'égalité des genres	130	140	140	140
Gratuité de la contraception et des produits d'hygiène menstruelle	30	30	30	30
Francisation et intégration des personnes immigrantes	340	350	360	370
Garantir le droit à la justice	80	80	80	80
DÉCENTRALISATION				
Nouveau pacte avec les régions	240	240	250	250
Nouveaux transferts aux municipalités	280	280	290	300
Décentralisation des services dans les communautés autochtones	60	100	150	200
AUTRES MESURES				
4 semaines de vacances et plus de congé	180	180	180	190
Nouvelle politique agricole	190	190	200	200
Aide aux commerces locaux et aux PME	380	260	280	300
Réinvestissement en culture et rapatriement des pouvoirs en télécommunications	250	280	320	360
Assemblée constituante	140	140	140	140
SOURCES D'ÉCONOMIES				
Déclaration de revenus unique	-170	-170	-170	-170
Pharma-Québec	-1 360	-1 900	-2 300	-2 710
Réforme de la rémunération des médecins	-520	-530	-550	-570
Service de la dette	240	540	770	990
Fonds d'urgence climatique		500	500	500
TOTAL	**7 950**	**8 990**	**9 890**	**10 840**

changer d'ère

SOURCES DE FINANCEMENT

(EN MILLIONS DE $)	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Solde budgétaire projeté par le ministère des Finances pour respecter la loi sur la réduction de la dette	-1280	-1410	-1910	-1940
PARTICULIERS				
Réforme de la fiscalité des particuliers	1210	1260	1300	1350
Ménage dans la fiscalité	480	490	510	530
Impôt sur les grandes fortunes et les grandes successions	2340	2440	2540	2650
Détaxation des biens essentiels	-2 000	-1 390	-410	0
Augmentation du revenu des personnes aînées	-580	-590	-610	-620
ENTREPRISES				
Taxe sur les grands pollueurs	90	200	320	470
Augmentation de l'impôt sur le profit des grandes sociétés	720	780	820	860
Inclusion totale des gains en capital pour les grandes entreprises	890	920	950	990
Taxe sur le capital des grandes entreprises	350	360	360	370
Augmentation des redevances minières	470	490	510	520
Augmentation des redevances sur l'eau pour les entreprises	400	400	400	400
Taxe compensatoire des institutions financières	360	370	380	400
Impôt minimum des grandes sociétés et lutte à l'évasion fiscale	450	450	450	450
Taxe GAFAM	150	150	150	150
AUTRES				
Taxe sur les logements vacants	80	80	80	80
Gratuité scolaire au primaire et au secondaire et abolition des frais des projets pédagogiques particuliers	-880	-890	-900	-920
Dividendes d'Hydro-Québec : partenariats avec les communautés pour la production d'énergie renouvelable	250	500	500	500
Suspension des versements au Fonds des générations	3960	4380	4450	4600
TOTAL	**7 460**	**8 990**	**9 890**	**10 840**

INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES

	Total 2023-2027
Transport et transition	29 060
Services publics	4 480
Logement	2 910
Autres	1 330
Éléments retirés du PQI	-5 280
TOTAL	**32 500**

Dans un souci de transparence et afin de faciliter la comparaison de nos propositions avec celles des autres formations politiques, nous reproduisons ici le mode de présentation utilisé par le Vérificateur général du Québec (VGQ) dans son analyse détaillée du rapport préélectoral du ministère des Finances.

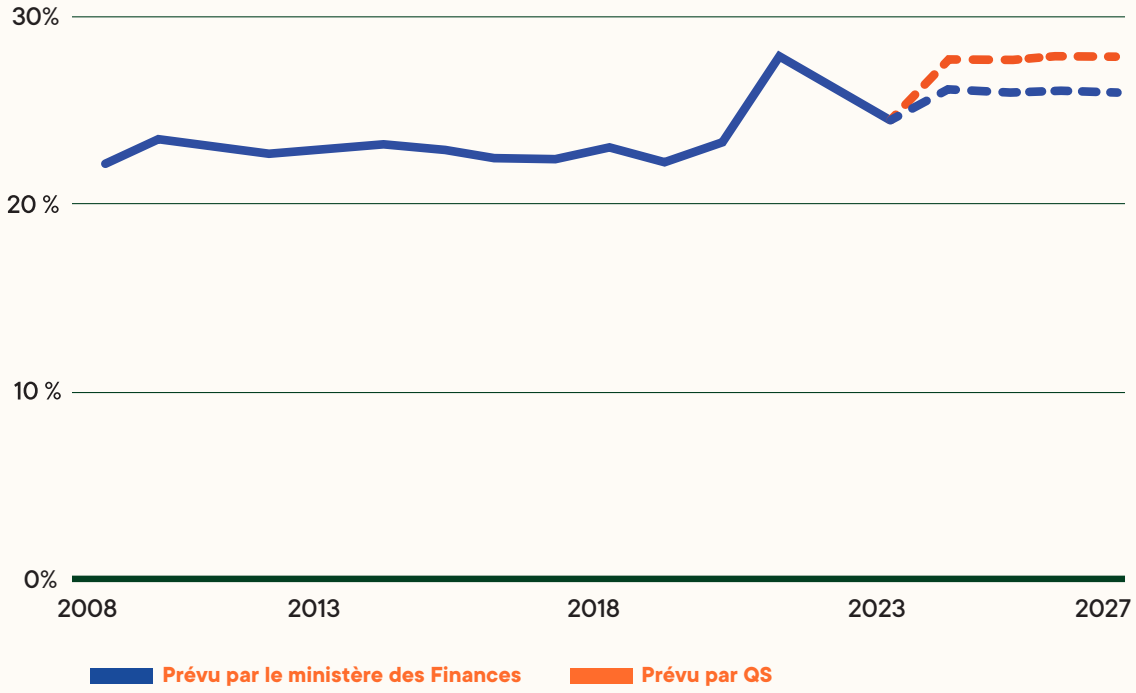
CADRE FINANCIER COMPLET SUIVANT LE FORMAT DU VGQ

(EN MILLIONS DE $)	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
REVENUS				
Impôt des particuliers	48 720	50 255	52 262	54 201
Cotisations pour les services de santé	7 964	8 187	8 393	8 603
Impôts des sociétés	14 781	15 826	16 655	17 338
Impôt foncier scolaire	1 106	1 187	1 251	1 299
Taxes à la consommation	26 140	27 649	29 333	30 475
Droits et permis	6 457	6 626	6 906	7 204
Revenus divers	11 649	12 082	12 303	12 647
Entreprises du gouvernement	6 936	7 535	7 208	7 489
Revenus autonomes	**123 752**	**129 346**	**134 311**	**139 256**
Transferts fédéraux	29 631	29 921	31 813	32 345
Total des revenus	**153 383**	**159 267**	**166 124**	**171 601**
DÉPENSES				
Dépenses de portefeuilles	-142 631	-146 489	-152 862	-157 300
Service de la dette	-9 242	-10 427	-10 762	-11 802
Total des dépenses	**-151 873**	**-156 916**	**-163 624**	**-169 102**
Provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance	-2 000	-1 850	-2 000	-2 000
Surplus	-490	500	500	500
Versements au Fonds des générations	-	-	-	-
Versements au Fonds d'urgence climatique		500	500	500
SOLDE BUDGÉTAIRE	-490	0	0	0

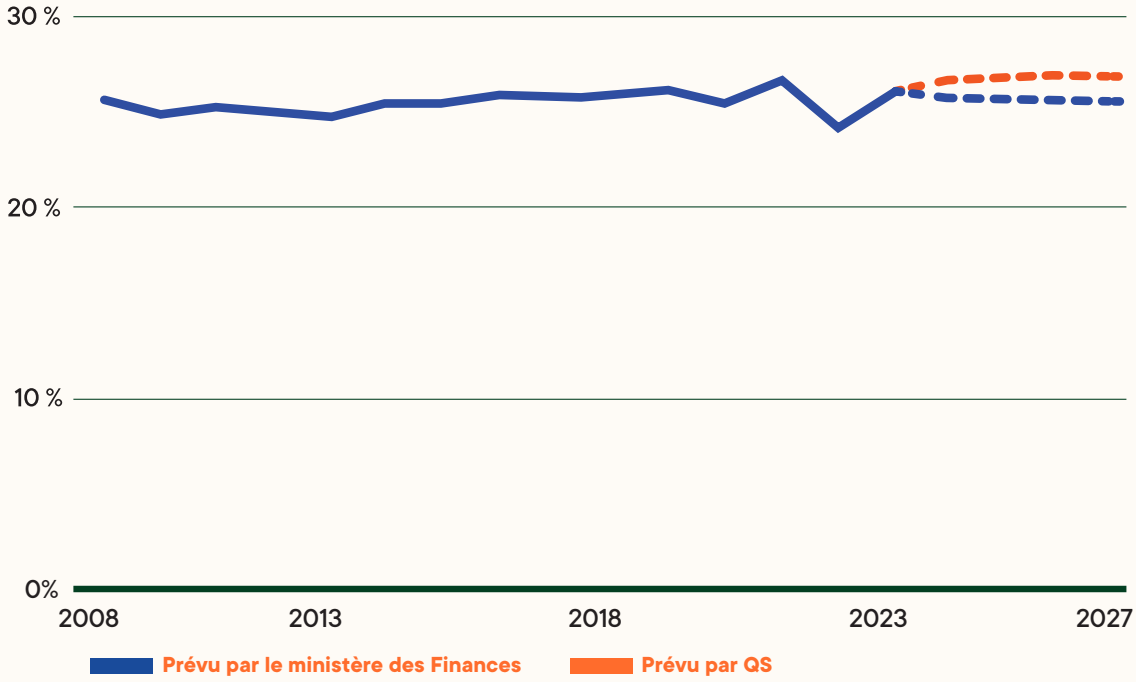
Le cadre financier que nous présentons est aussi ambitieux que rigoureux. Comme les deux graphiques ci-bas en font la démonstration, l'impact budgétaire de notre cadre financier est le suivant:

Par rapport au PIB, nous prévoyons une croissance de 2,3 % des dépenses d'opérations du gouvernement et de 1,4 % de ses revenus. L'écart entre les deux sera comblé par le surplus actuel de 3,2 G$ prévu en 2026–2027 et par la suspension des versements de 5,2 G$ au Fonds des générations cette même année.

IMPACT DU CADRE FINANCIER DE QUÉBEC SOLIDAIRE SUR LES DÉPENSES DE PROGRAMMES, EN % DU PIB



IMPACT DU CADRE FINANCIER DE QUÉBEC SOLIDAIRE SUR LES REVENUS DU GOUVERNEMENT, EN % DU PIB



NOUVELLE TABLE D'IMPOSITION

	NOUVEAU MONTANT	VARIATION
Montant personnel de base	16 643 $	500 $

PALIERS	DÉBUT	FIN	TAUX	VARIATION
1	0	46 295	15 %	0
2	46 295	90 080	20 %	0
3	90 080	112 655	25,75 %	1,75 %
4	112 655	200 000	27,75 %	2 %
5	200 000	et plus	30 %	4,25 %

IMPACT DE LA NOUVELLE TABLE D'IMPOSITION POUR UNE PERSONNE SEULE

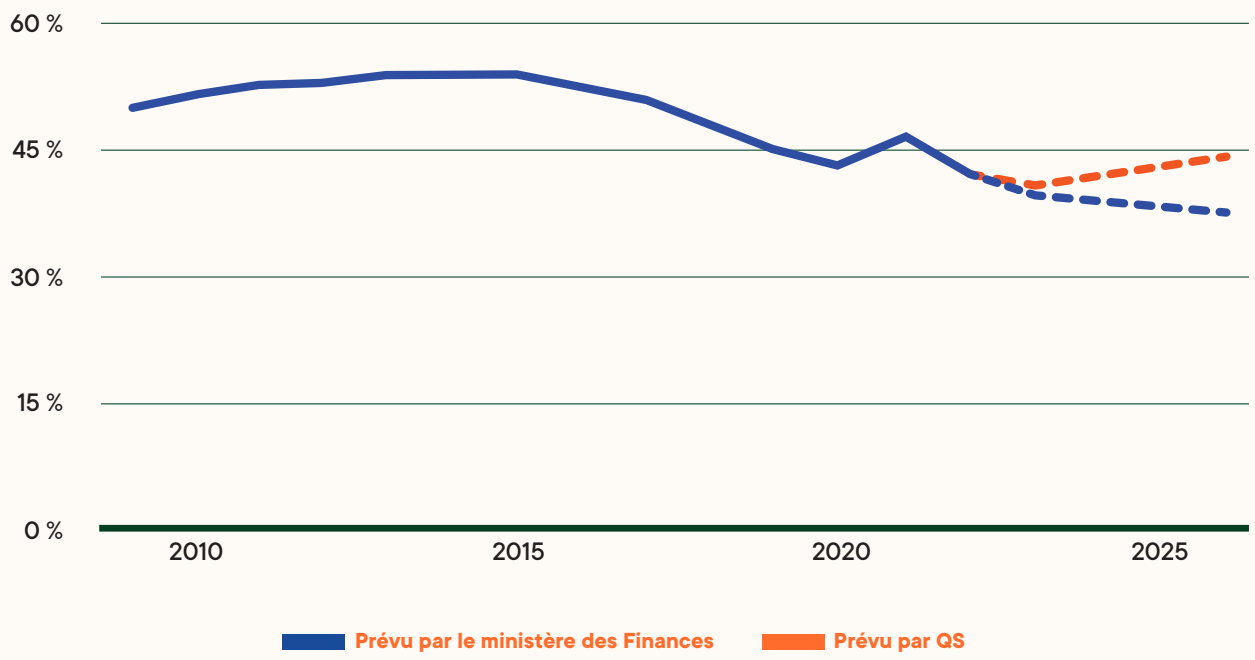
Revenu brut	Impact fiscal
20 000	70
30 000	80
40 000	80
50 000	80
60 000	80
70 000	80
80 000	80
90 000	80
100 000	-170
125 000	-630
150 000	-1 130
175 000	-1 630
200 000	-2 130
225 000	-3 160
250 000	-4 220
300 000	-6 340
400 000	-10 590
500 000	-14 840
1 000 000	-36 670

Nos importants investissements dédiés au financement de la transition écologique garderont les finances de l'État à l'intérieur du cadre prévu par la Loi sur la réduction de la dette.

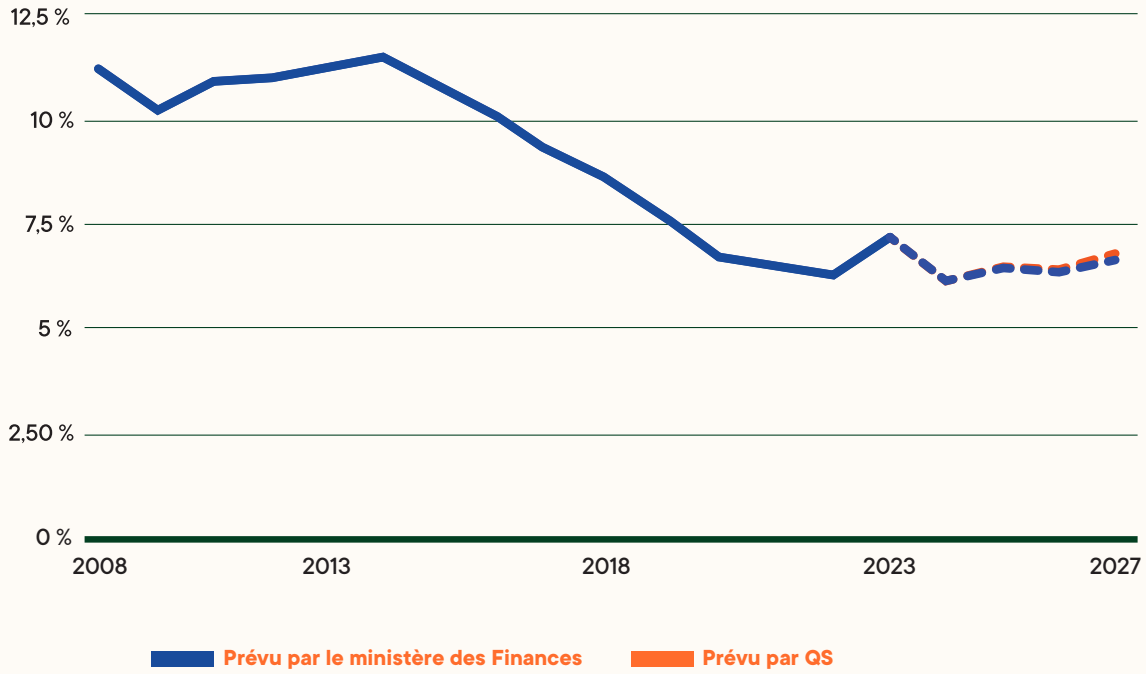
En 2026, le ratio dette/PIB sera à 44 % et le service de la dette restera proche de son plancher actuel.

Ces investissements auront des impacts à peine perceptibles sur le service de la dette.

IMPACT DU CADRE FINANCIER DE QUÉBEC SOLIDAIRE SUR LA DETTE PUBLIQUE (EN % DU PIB)



IMPACT DU CADRE FINANCIER DE QUÉBEC SOLIDAIRE SUR LE SERVICE DE LA DETTE, EN % DES REVENUS CONSOLIDÉS



VOUS POUVEZ CONSULTER DANS NOTRE ANNEXE TECHNIQUE LE FORMULAIRE STANDARD DU MINISTÈRE DES FINANCES COMPRIS DANS LE RAPPORT PRÉÉLECTORAL SUR LES FINANCES PUBLIQUES.

CADRE FINANCIER

Québec solidaire 2022

Ruth Messier Agente officielle, Imprimeur Graphiscan